

94ÈME ASSISES DES DÉPARTEMENTS DE FRANCE : QUAND C'EST FLOU C'EST QU'IL Y A UN LOUP !

Les 12,13 et 14 novembre dernier, la 94ème édition des Assises de départements de France s'est tenue à Albi. Une fois de plus, le Président de l'ADF et l'ensemble des président·es de départements présent·es ont tiré la sonnette d'alarme sur la **situation financière dramatique des Départements**. A cet égard, les chiffres donnent le tournis : **54 départements seraient en situation de quasi-faillite, 60 départements pourraient se retrouver en grande difficulté financière d'ici la fin de l'année**, depuis deux ans les départements ont vu leurs **dépenses augmenter de 6 milliards d'euros** tandis que **8 milliards d'euros de recettes ont été perdues**.

D'année en année, le pronostic vital des départements s'aggrave sans que les différents gouvernements ne s'attaquent réellement aux causes structurelles de la crise. Dans le même temps, **les élu·es de droite - majoritaires à l'ADF comme au Sénat - se sont spécialisé·es dans la demande de moyens supplémentaires** face aux coupes budgétaires imposées aux collectivités par le Gouvernement, le **tout en défendant l'austérité au niveau national**. Le **DILICO** créé par la loi de finances 2025 et prévoyant une ponction de 2,2 milliards d'euros sur les collectivités, a ainsi été **voté majoritairement par la droite et le centre au Sénat**. Ce **double discours tenu par les élu·es de droite au niveau local et leurs pairs au niveau national contribue à créer la confusion**.

Pour répondre à l'urgence, le Premier Ministre a annoncé plusieurs mesures : **doublement du fonds de sauvegarde de 300 à 600 millions d'euros** pour les départements en difficulté, **plafonnement du montant du DILICO et non-reconduction pour les départements en difficulté**, promesse d'un nouvel acte de décentralisation en **recentrant les départements sur les solidarités et le médico-social avec l'octroi d'une part de CSG** (Contribution sociale généralisée) et l'annonce d'un **dépôt de projet de loi en faveur d'une « allocation sociale unique »**, vieux serpent de mer macroniste afin de « regrouper la prime d'activité, le RSA et certaines aides aux logements ». Dans l'ensemble, **ces mesures représentent pour l'essentiel des gages concédés par le Gouvernement à la droite**.



Si ces annonces apportent quelques réponses de court terme, **elles ne garantissent en rien une autonomie financière durable pour les départements**. Quant à l'« allocation sociale unique », elle soulève une question majeure : **s'agira-t-il d'une mesure de progrès en faveur de l'accès aux droits des allocataires de ces aides ou bien d'une nouvelle mesure d'économie à leur dépend ?**

Notre groupe reste profondément attaché au rôle stratégique des départements en matière de **solidarités humaines, d'aménagement du territoire et de proximité avec les citoyens**. Les départements, **les collectivités dans leur ensemble sont les pompiers de la République** et le premier pilier de l'innovation sociale, économique et territoriale en faveur des habitant-es de leurs territoires. ●

**GROUPE VAL-DE-MARNE EN COMMUN
PCF ET CITOYEN·NE·S**

HÔTEL DU DÉPARTEMENT
21-29 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
94054 CRÉTEIL CEDEX



<https://groupepcf-citoyens94.com>



01 43 99 70 56



vdmencommun@valdemarne.fr

